

Thématique : RTE-T et mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE)

Brève description et principaux objectifs :

Le réseau transeuropéen de transport (RTE-T) comprend les principaux axes de transport de l'UE. (voir la [carte interactive du RTE-T](#)).

La politique du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) vise à supprimer les goulots d'étranglement, à remédier aux liaisons manquantes, à améliorer l'interopérabilité entre les différents modes de transport et entre les infrastructures de transport régionales et nationales, ainsi qu'à intégrer les zones urbaines dans le réseau. Initialement créé par le traité de Maastricht, sa dernière révision remonte à 2013. Le règlement de 2013 établit une distinction entre un réseau global et un réseau central, le premier comprenant des zones éloignées, le second contenant des couloirs de « la plus haute importance stratégique ». Selon le règlement, le réseau central devrait être achevé d'ici 2030, tandis que le réseau global devrait être mis en place en 2050. Une révision des orientations relatives au RTE-T est prévue pour 2021.

Afin d'encourager l'investissement dans le RTE-T et d'atteindre l'objectif fixé par la politique, un instrument de financement spécifique, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), a vu le jour en 2013.

En outre, la Commission européenne souhaite accélérer l'achèvement du RTE-T grâce au *règlement sur la rationalisation des mesures visant à faire avancer la réalisation du réseau transeuropéen de transport*. Elle vise à créer un environnement réglementaire favorable et à introduire des procédures efficaces, étant donné que la mise en œuvre des projets RTE-T est affectée par des procédures administratives complexes et des incertitudes réglementaires. La proposition fait toujours l'objet de discussions au Conseil.

Pourquoi la FIEC s'occupe-t-elle de cette thématique :

Le règlement RTE-T est un instrument essentiel au niveau de l'UE pour influencer les politiques d'infrastructure des États membres. Les dispositions clés de notre point de vue sont celles qui font référence aux exigences en matière d'infrastructure. Ces exigences définissent les propriétés requises pour les infrastructures du RTE-T. Par exemple, le règlement définit le nombre de voies qu'une autoroute doit comporter. Grâce au lobbying intense de la FIEC au cours des dernières années, la Commission européenne vise à renforcer l'approche de la qualité de l'infrastructure du RTE-T et de son entretien. Cela inclut également la stabilité structurelle des infrastructures critiques tels que les ponts et les tunnels. En outre, la Commission européenne souhaite faire du RTE-T un précurseur en matière d'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques. Enfin, le règlement révisé devrait favoriser une accélération de l'achèvement du RTE-T.

En fonction du degré d'ambition de ces exigences, **le règlement peut servir de déclencheur et générer bon nombre de travaux d'infrastructure.**

Actions et dates clés :

2019-2020 - Plusieurs réunions avec des fonctionnaires de la Commission européenne et des membres du Parlement sur le thème de l'entretien des infrastructures.

01/2021 - Succès du lobbying sur le rapport d'initiative du Parlement européen.

05/2021 - Contribution à la consultation publique de la Commission européenne

Q4/2021 - Proposition de révision du règlement RTE-T (à confirmer)